

Brexit : Michel Barnier sort de son silence et propose une solution de la dernière chance pour reconstruire une relation positive avec les Britanniques



Michel Barnier ne veut plus ni parler, ni revenir sur le Brexit. Il propose plutôt de travailler à la construction de la relation future avec la Grande-Bretagne.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Michel Barnier, le négociateur de l'Union européenne avec la Grande Bretagne, n'avait pas pris publiquement la parole depuis la signature du deal de sortie avec Theresa May au terme de deux ans de négociations. Il a pendant ce temps observé **la Première ministre se débattre avec son Parlement pour finalement échouer dans sa tentative d'obtenir un Brexit négocié qui aurait préservé les intérêts de tout le monde.**

Mais aujourd'hui, à quatre semaines de la date officielle du départ du Royaume-Uni, il sort de son silence avec une solution qui pourrait être celle de la dernière chance pour éviter de gripper, sinon de bloquer tous les échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Michel Barnier a donc accordé un entretien à quatre journaux européens pour expliquer ce qu'il pourrait se passer après la date du 29 mars, si les Anglais acceptent ce plan de la dernière chance.

Pour Michel Barnier, on ne reviendra pas sur la décision du Brexit Le 29 mars prochain, c'est à dire dans quatre semaines, le Brexit sera donc effectif, parce que, *a priori*, les Anglais ne réussiront pas à se mettre d'accord sur le deal qu'avait négocié Theresa May. Ce Brexit sera donc un Brexit dur... Sauf que dans la réalité, personne au fond ne veut un Brexit dur, à l'exception peut-être d'une minorité d'Anglais très radicale qui rêvait de **transformer la Grande Bretagne en un vaste paradis fiscal qui aurait accueilli les investisseurs du monde entier en quête de blanchiment, de facilités fiscales et d'archaïsme social.**

Cela dit, même ces "jusqu'aux-boutistes" anglais ont abandonné la bataille, parce qu'ils se sont aperçus qu'elle menait au chaos économique et financier. **Ils ont même tous quitté le navire et la scène politique.**

D'abord, parce que l'Union européenne n'aurait jamais accepté sans broncher la constitution à ses portes, d'un immense Singapour européen. Ensuite, parce qu'un Brexit dur mettrait le royaume en risque d'éclatement. L'Irlande et l'Ecosse notamment, se préparaient à la rébellion. **Quant au petit peuple d'Anglais en difficulté qui avait voté pour le Brexit, il commençait à pressentir que les promesses de fortune ne seraient pas au rendez-vous d'un Brexit dur.**

En clair, personne n'est véritablement préparé à un Brexit dur. Du côté européen, les économies auraient évidemment souffert de cette perspective, mais les Européens auraient continué de fonctionner sur un marché unique de 450 millions de consommateurs. Alors, un certain nombre de secteurs (comme celui de la pêche) aurait pâti d'une rupture brutale, mais les Européens avaient les

moyens de soigner les blessures.

Pour les Anglais, les effets seraient beaucoup plus graves parce que l'économie britannique est beaucoup plus dépendante de l'économie européenne que l'inverse. Pour les importations comme pour les exportations.

Pour toutes ces raisons, Michel Barnier et Theresa May avait choisi de défendre un divorce qui limite les dégâts. Pour toutes ces raisons, Theresa May a fait tout ce qu'elle a pu pour empêcher un hard Brexit le 29 mars prochain.

Ceci dit, comme le calendrier ne permet pas de renégocier le deal, comme on ne peut pas imaginer un nouveau referendum - ce qui déconsidérerait complètement la démocratie comme mode de gouvernement, il faut bien trouver une solution pour éviter le pire.

La solution proposée par Michel Barnier est très simple. « **On ne reviendra pas sur la décision du Brexit, on ne reviendra pas sur le deal qui avait été négocié** » et qui est pour lui, la meilleure des choses dans l'état actuel. Il faut donc classer le dossier Brexit et consacrer son énergie à préparer l'avenir, c'est à dire construire la relation particulière qui permettra à la Grande Bretagne et à l'Union européenne de vivre cote à cote en bonne intelligence et plus si affinités, comme on dit sur les sites de rencontre.

L'idée : « ne parlons plus du Brexit, parlons de l'après Brexit ». Politiquement, ça calme le jeu en éliminant du débat un sujet qui clive les positions et les rend incompatibles et parlons du prochain de contrat de bon voisinage.

L'outil que Michel Barnier propose d'utiliser, c'est « le backstop ». Imaginé dans le premier deal pour éviter que les tensions entre les deux Irlande se durcissent après le Brexit, Michel Barnier propose d'appliquer un backstop à toute la Grande Bretagne. **Alors ce backstop prévu entre les deux Irlande était une sorte de filet de sécurité qui permet de continuer à échanger comme avant et de préparer l'avenir.**

Rien n'empêche en effet qu'une fois le Brexit installé, le 29 mars, la Grande Bretagne et l'Union européenne maintiennent la liberté de circulations des biens, des services et des capitaux comme dans le statut précédent. Avec une obligation, utiliser ce filet de sécurité pour travailler au plus vite à des solutions qui permettent de ne plus avoir à l'utiliser. Pour être plus libre encore, Michel **Barnier ne propose pas de délai ou de durée, il dit simplement que l'Union européenne aurait le temps qu'il faut, mais pas trop, pour trouver la solution.**

Alors cette proposition peut être entendue de deux façons. Ou bien, et c'est la position de Michel Barnier, ce "backstop" permettrait de se préparer au Brexit effectif et de gérer une période de transition. Sous-entendu : ce qu'aurait dû faire les avocats du Brexit mais qui n'ont rien fait...

Ou bien, le projet Barnier peut être entendu par des partisans durs et purs du Brexit comme le moyen de conserver *le statu quo* indéfiniment puisqu'il n'y aurait pas de date de fin.

On peut évidemment débattre des intentions diverses et variées, et dire que Michel Barnier offre du temps aux Anglais, on est dans la politique pure. **Il s'agit de trouver une solution qui ne trahisse pas la décision démocratique du peuple britannique, mais qui, en même temps, n'insulte pas l'avenir et fasse payer par des difficultés économiques accrues à des électeurs modestes qui croyaient que le Brexit pouvait leur apporter un supplément d'âme et de pain.**

Cette affaire du Brexit, à quelques semaines des élections européennes, ne sera pas sans influencer le scrutin. Mais personne n'est capable de dire à qui profitera le crime : **aux eurosceptiques ou aux partisans d'une Europe plus resserrée, plus solidaire et donc plus fédérale.**

Le contenu complet de l'entretien accordé par Michel Barnier est publié lundi dans quatre grands quotidiens européens Die Welt, La Stampa, El Mundo et Les Echos.